

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 154 - VENDREDI 5 OCTOBRE 2012

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

Choc de compétitivité ?  
Disons plutôt qu'il s'agit  
de nous frapper au porte-monnaie !  
Feraient mieux de taper  
dans la caisse  
des Bettencourt, Arnault & Co !

## AGENDA MILITANT

→ 6 octobre

Europe [Notre santé en danger](#)

→ 6-7 octobre

France [Manifestations  
contre les politiques austéritaires de l'UE](#)

→ 8 octobre

Paris [Meeting européen](#)

→ 10 octobre

France [Khaos, le film](#)

→ 13 octobre

Vannes [Citoyens pour l'école](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ À voir

[Collages de fer et à refaire](#), Lucq Quinton

→ A lire

["Black and red", les mouvements noirs  
et la gauche américaine \(1850-2010\)](#),

Ahmed Shawki

## Face à l'austérité : la radicalité

Il est vain de s'interroger sur le choix : entre être dans l'opposition ou faire pression sur le gouvernement pour qu'il "respecte" ses promesses. Et d'abord quelles promesses ? Celle de renégocier le traité ? Celle de mettre fin à la casse du service public ?

On sait ce qu'il en est, le traité est exactement le même, à la virgule près, que celui rédigé par Sarkozy et Merkel. Ce traité va servir de caution à une politique d'austérité conduisant droit à l'échec.

Quand ils étaient dans l'opposition, les socialistes disaient pis que pendre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP). Dans sa lettre de mission, le Premier Ministre affirmait que la période de la RGPP était close ! Le 28 septembre, après audits, la RGPP, certes « *mal engagée sur la forme* », mais « *nécessaire sur le fond* », revient par la fenêtre sous un autre nom. Hélas ! le nom ne fait rien à l'affaire, les conséquences sont les mêmes : désengagement de l'État, abandon de missions, fusions, restructurations, suppressions d'emplois, souffrance des agents... en clair, la casse des services publics continue, laissant à l'abandon des parties entières du territoire - et après l'on s'étonnera que tant de citoyens votent pour le Front National !

Nous savions que ces promesses étaient impossibles à tenir car elles nécessitaient des éléments de rupture claire avec le système capitaliste. Sans ces ruptures indispensables, le gouvernement est obligé de poursuivre dans la même voie qu'avant, en voulant en plus être « meilleur élève ».

Dans plusieurs pays européens, des milliers de citoyens se lèvent contre ces politiques d'austérité, présentées comme inéluctables. La manifestation à Paris le 30 septembre est une amorce. Non, la politique d'austérité n'est pas la seule possible, oui, on peut faire autrement à condition que les citoyens reprennent la main, se mobilisent et mettent en oeuvre de véritables ruptures sociales et économiques comme l'appropriation sociale.



● Marie-Claude Herboux

## Vent de fronde populaire contre l'austérité en Europe

**Alors que des mouvements populaires contre l'austérité se développent en Espagne, au Portugal, en Angleterre et en Allemagne, en plus de la Grèce, la mobilisation - contre le traité européen, pour un référendum, pour une autre politique économique... - vient de franchir un cap en France.**



Paris, 30 septembre

**S**uccès de la manifestation nationale du 30 septembre, débat contradictoire émergent à gauche, fébrilité du côté des partisans du traité négocié par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy... en France, un tournant par rapport à l'apathie habituelle des lendemains d'élections a peut-être été engagé ces derniers jours. Certes, l'adoption du texte, prévue le 9 octobre, ne fait aucun doute si le gouvernement va au bout du choix présidentiel de la voie parlementaire, mais la contestation multiforme et de plus en plus nette des grands choix économiques du tandem Hollande - Eyrault se développe.

Côté parlementaire, le seul suspens concerne l'existence ou non d'une majorité absolue de voix de gauche pour adopter le traité : si elle n'existe pas, le texte sera adopté grâce aux voix de l'UMP. En attendant, si le Premier ministre a calmé le jeu lors de son discours à l'Assemblée nationale, mardi 2 octobre,

affirmant « *comprendre ses amis* » socialistes critiques, plusieurs quotidiens n'en révèlent pas moins que se profilent des orientations inspirées directement des programmes politiques de la droite, tout particulièrement en matière de baisse des charges patronales (pour provoquer un « *choc de compétitivité* »).

Les journaux ont mis l'accent ces derniers temps sur les points de vue d'économistes qui s'interrogent sur le remède de cheval promis à l'occasion de la préparation du budget 2013 de l'État : coupe de 10 milliards dans les dépenses publiques, effort fiscal de 20 milliards, soi-disant équilibré... Un appel de 120 économistes (1) publié dans *Le Monde* vient d'ailleurs de souligner : « *En limitant plus que jamais la capacité des pays à relancer leurs économies et en leur imposant l'équilibre des comptes publics, ce traité est porteur d'une logique récessive qui aggravera mécaniquement les déséquilibres actuels.* »

Mais l'autre fait nouveau, c'est qu'avec 80 000 manifestants sur le pavé parisien le 30 septembre, la mobilisation a changé d'échelle, en France aussi. Quatre mois seulement après les élections législatives, la très grande variété des militants associatifs, syndicaux et politiques présents, bien au-delà des composantes du Front de gauche (65 organisations ayant signé l'appel à la manifestation), a commencé à exprimer l'exigence d'une politique alternative. On retrouve cette diversité, avec la ferme conviction qu'il va falloir ramer fort, longtemps et ensemble, dans une multitude de textes et de prises de position.

*Cerises* propose ici un aperçu, nécessairement partiel, de prises de positions syndicales et politiques, en particulier des points de vue issus d'EELV et du Parti socialiste, qui s'expriment malgré les pressions de l'exécutif.



(1) [http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/10/02/non-au-traite-budgetaire-europeen\\_1768787\\_3232.htm](http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/10/02/non-au-traite-budgetaire-europeen_1768787_3232.htm)



### Lettre ouverte à François Hollande

**A l'initiative d'Attac et de la Fondation Copernic, une lettre de responsables associatifs, syndicaux et politiques et des chercheurs : "Non au Pacte budgétaire, pas d'Europe sans citoyens !" (17 000 signatures) :**

(...) Ce traité durcit et rendrait irréversibles les politiques d'austérité en Europe en interdisant définitivement tout déficit "structurel" supérieur à 0,5 %. Le déficit "structurel", notion incompréhensible des citoyens et fort controversée parmi les économistes, sera évalué de façon arbitraire par les experts de la Commission. Le Pacte budgétaire prévoit des sanctions automatiques contre les pays contrevenants, coupant court à tout débat.

L'aide aux pays en difficulté, prévue par le Mécanisme européen de stabilité, sera conditionnée par l'application de plans d'austérité, de privatisation et de libéralisation. Les marchés financiers et les banques, activement soutenus par la BCE, continueront à imposer leur loi aux gouvernements. S'enfonçant dans la dépression et le déni de démocratie, l'Europe deviendra synonyme de chômage et de misère pour le plus grand nombre. L'extrême droite continuera à se renforcer jusqu'à imposer ses thèses autoritaires et xénophobes sur les débris de l'Union européenne.

Pour éviter cela vous souhaitez « *ajouter un volet sur la croissance* » au Pacte budgétaire. La croissance ? Nous ne voulons plus de cette croissance prédatrice et inégalitaire portée par le néolibéralisme. Des appréciations différentes existent parmi nous sur la possibilité et la désirabilité d'une croissance verte. Mais en tout état de cause les mesures d'austérité prises

### C'est un NON qui dit OUI !

Pour moi, c'est d'abord NON à l'austérité, mauvaise solution pour construire une véritable solidarité européenne. Les manifestations à travers l'Union européenne le montrent : les peuples fragilisés par la hausse du chômage, pressurisés par l'incapacité des dirigeants européens à dépasser la récession et réorganiser l'économie en mettant d'abord les banquiers et les spéculateurs au pas, exigent plus de justice et d'égalité. Ignorer les aspirations populaires aujourd'hui, c'est permettre que l'appauvrissement mène à des dérives xénophobes, aux nationalismes et accélérer la fragmentation de l'espace européen.

Je dis aussi NON à la primauté de l'économique sur le politique. Introduire des règles automatiques sans projet politique, "constitutionnaliser" dans l'urgence un seuil de déficit maximum à 0,5 % alors même que les traités précédents - Maastricht, TCE - ont échoué, c'est appliquer une idéologie ultra-libérale pour sauver le capitalisme libéral-productiviste.

Je dis encore NON à l'autoritarisme. Le TSCG renforce les pouvoirs de la Commission européenne plutôt que ceux du Parlement européen. La Commission européenne est investie du pouvoir de

déterminer le niveau de déficit conjoncturel acceptable pour chaque pays, et d'exécuter les sanctions correspondantes. Jamais un exécutif n'a été investi de tels pouvoirs sans contrôle !

Mais je dis OUI à plus d'échanges, de mutualisation, de coopération et de fédéralisme. C'est cela dont l'Europe a besoin. Par exemple, est-il normal qu'un pays entouré de nations dénucléarisées, puisse s'entêter dans un choix énergétique qui menace la santé et la vie de ses voisins, la souveraineté même de leur territoire ? La pollution nucléaire comme la dissémination des OGM franchissent les frontières !

OUI au dépassement des égoïsmes nationaux, à des transferts de souveraineté de l'État-nation à l'Europe... à la création d'un pôle public européen bancaire, un emprunt pour la transition écologique, des référendums d'initiative populaire... Il faut construire l'Europe autrement, vraiment autrement !

#### ● Jacques Perreux

J. Perreux est membre d'Europe Ecologie Les Verts (EELV), Conseiller général du Val-de-Marne, Conseiller régional d'Île-de-France.

simultanément dans tous les pays ne peuvent qu'aggraver le chômage et bloquer la transition écologique et les dispositions du Pacte de stabilité sont contradictoires avec votre exigence de croissance.

(...) Le Pacte budgétaire empêcherait d'aller dans ce sens et doit

donc être rejeté. C'est la condition pour enclencher la nécessaire refondation de l'Europe, qui ne peut provenir que d'un sursaut démocratique des sociétés européennes. C'est pourquoi un débat public s'impose : donner la parole au peuple est un impératif. Des résistances sociales et citoyennes émergent dans de nombreux pays ●●●



Madrid, 29 septembre

●●● contre les politiques d'austérité. Face à la montée de l'extrême droite, il faut d'urgence, non pas moins, mais plus de participation populaire, plus de démocratie en France et en Europe.

Vous pourrez y contribuer en convoquant un référendum pour mettre en débat ce traité européen, avec ses éventuels compléments, dont le contenu déterminera l'avenir de l'Europe. (...) (2)

#### **Déclaration commune de la CGT, la FSU, Solidaires et l'UNEF**

Les organisations CGT, FSU, Solidaires et UNEF réaffirment ensemble leur opposition à la ratification du Traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance qu'elles jugent économiquement inefficace et socialement injuste. Si ce Traité devait être ratifié, il institutionnaliserait de fait l'austérité et enfoncerait les États dans une crise durable. Ce Traité pèserait de manière négative sur leurs politiques et leurs programmations budgétaires. Il aurait des conséquences lourdes sur l'emploi, le pouvoir d'achat,

les services publics... pour l'ensemble des salariés, des jeunes, des retraités et privés d'emploi, et particulièrement pour les femmes.

**Avec 80 000 manifestants sur le pavé parisien, la mobilisation a changé d'échelle en France aussi. Quatre mois seulement après les élections législatives, la très grande variété des militants associatifs, syndicaux et politiques présents a commencé à exprimer l'exigence d'une politique alternative.**

Le Traité continuerait et accentuerait la logique des indicateurs absurdes hérités du Pacte de stabilité

et de croissance de 1997 (limitation à 3 % du déficit et 60 % de la dette) sans tenir compte des cycles économiques et de la crise actuelle.

L'austérité n'est pas la solution face à la crise. Il faut sortir de la logique de réduction des dépenses publiques et trouver de nouvelles recettes pour des investissements productifs et socialement utiles. L'alternative à ce TSCG repose donc notamment sur la redistribution des richesses et une réforme fiscale d'ampleur.

A l'opposé de ce Traité, l'Europe a besoin d'une nouvelle politique économique et sociale, créatrice d'emplois de qualité et favorisant le pouvoir d'achat. Une Europe fondée sur la démocratie, les solidarités, la justice sociale et le souci de la transition écologique.

Aucun débat démocratique n'a eu lieu avec les citoyens. Les organisations CGT, FSU, Solidaires, UNEF demandent aux parlementaires de ne pas voter ce Traité.

Elles poursuivront la campagne, et notamment celle initiée par le Collectif audit citoyen de la dette, pour alerter et mobiliser sur les dangers de ce Traité et porter d'autres alternatives. ●●●

(2) Lire le texte complet sur le site : <http://www.france.attac.org/print/3781>





Grèce, 4 octobre

### ●●● Europe Ecologie les Verts

(Conseil fédéral)

L'Europe telle qu'elle est menace de tuer l'idée européenne elle-même. Ce qui, il y a encore deux ans, eût paru inconcevable se discute désormais à voix haute. Ainsi de l'hypothèse de sortie de la zone euro, comme si la sortie d'un seul ne signifiait pas le risque, lourd, d'un effondrement monétaire et économique de toute la zone. Les opinions publiques hier favorables à la construction européenne s'en détournent, particulièrement dans les économies les plus prospères de l'Union, caressent l'idée de faire sécession, aspirant à ne « plus payer pour les autres », accusées de profiter en « passagers clandestins » de la solidarité européenne.

Ce n'est pas seulement un ensemble d'institutions qui est fragilisé, mais le cœur même de la construction européenne, ce désir commun des peuples européens à parfaire leur union, qui est touché.

(...) Pour les écologistes donc, qui n'ont pas varié sur ce point depuis l'adoption du texte, le TSCG est, comme seule réponse, un traité inadapté et facteur potentiel d'aggravation des troubles.

Le Conseil fédéral d'EELV :

- se prononce contre la ratification du TSCG, dont une lecture stricte

ne répondra pas durablement aux crises auxquelles est aujourd'hui confrontée l'Union européenne et constitue un obstacle à la transition écologique ;

- exprime le vœu que dans la préparation du budget 2013, l'objectif de réduction du déficit budgétaire à 3% soit différé ;

- soutient les mouvements sociaux européens de lutte contre l'austérité, en particulier l'alter Summit et les mobilisations appelées par la confédération européenne des syndicats.

### Fédération pour une alternative sociale et écologique (membre du Front de gauche)

Il fallait en finir avec Sarkozy et la droite au pouvoir. Leur défaite a été notre victoire. Mais sans un vaste mouvement populaire nous n'aurons pas de changements profonds. Rien ne serait pire que d'attendre. Posons la question de la démocratie et de la transformation sociale et écologique.

## Appels et pétitions

Plusieurs appels ont été publiés

ces derniers jours sur le même sujet :

- **Appel unitaire de Français de l'étranger contre la ratification du traité d'austérité** : <http://blogs.mediapart.fr/blog/le-fou-de-bassan/280912/appel-unitaire-des-francais-de-letranger-contre-la-ratification-du>

- **Appel de féministes** : <http://cadtm.org/Appel-de-feministes-contre-le>

- **Appel de militants LGBT** : <http://www.stopausterite.org/?p=392>

- **Appel des militants écologistes** : <http://www.lepartidegauche.fr/actualites/actualite/tscg-appel-unitaire-militant-e-s-ecologistes-contre-la-ratification-traite-europeen-17045>

... ainsi que des pétitions :

- **Pétition de l'Humanité pour un référendum sur le traité européen -**

**18 000 signatures** : <http://www.humanite.fr/>

- **Pétition « Non à l'austérité perpétuelle » adressées aux**

**parlementaires français - 20 500 signataires** : [http://www.avaaz.org/fr/petition/NON\\_a\\_lausterite\\_perpetuelle\\_en\\_Europe\\_3/](http://www.avaaz.org/fr/petition/NON_a_lausterite_perpetuelle_en_Europe_3/)

**Voir aussi le site unitaire** : <http://www.stopausterite.org/>

## Des “non” socialistes au traité austéritaire

**Plusieurs parlementaires socialistes ont fait connaître leur intention de vote contre le Traité européen. Extraits de leurs argumentations, qui, à la fois, croisent et se différencient de ceux du non du Front de gauche, des syndicats et des associations.**

**Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice de Paris :** « Ce traité est dangereux. Je pense qu'il instaure une austérité durable et prive les Parlements et les citoyens des arbitrages budgétaires. Il tourne le dos aux capacités d'impulser des politiques de relance et ne fait qu'accroître, amplifier et durcir la politique qui a déjà été menée et qui nous a amenés, avec le traité d'Amsterdam, à cette période de très faible croissance, depuis maintenant bien longtemps. François Hollande avait annoncé, pendant la campagne, qu'il fallait renégocier le traité, en le complétant et en le modifiant.

Si, aujourd'hui, il a obtenu de le compléter, il ne l'a pas encore modifié, et c'est ce pourquoi j'appelle à voter contre la ratification, pour qu'on renégocie le pacte budgétaire européen. Par ailleurs, je pense que la renégociation est d'autant plus possible aujourd'hui, pour François Hollande, que tout le monde se rend compte que la spirale de l'austérité et de la réduction budgétaire ne fait qu'accroître les déficits et plomber la croissance européenne. »

**Jérôme Guedj, député de l'Essonne :** « Ce traité est une mauvaise réponse à la crise que traverse l'Europe. Le TSCG tourne le dos à l'origine des maux. Il dit que le seul mal dont nous souffrons est l'endettement trop important des États, et la mauvaise gestion des dépenses

publiques. Il ne dit pas un mot sur la responsabilité des marchés financiers dans cette crise et sur l'absence de régulation. Il ne dit pas un mot non plus sur le rôle de la BCE qui doit soutenir les États, et sur la gouvernance au service de la croissance que doit adopter l'UE.

Sur le traité, c'est un non de soutien de la politique de Hollande. Pour le reste je fais partie de la majorité. Je voterai donc la déclaration de politique générale de Jean-Marc Ayrault, car je veux apporter mon soutien aux avancées de la politique de François Hollande, comme la taxation des transactions financières, la supervision bancaire, ou les projets de bonds destinés à soutenir la croissance. Je voterai également la loi organique sur la règle d'or, bien que je ne sois pas fan du principe. (...) Je ne suis pas sûr que le calendrier qui prévoit les 3 % de déficit dès 2013 soit souhaitable ou même réaliste. Il ne faudrait pas que le remède tue le malade. »

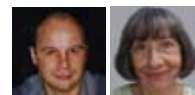
**Nathalie Chabanne, député des Pyrénées Atlantiques :** « Les parlementaires nationaux sont dessaisis de leurs pouvoirs : un parlement national ne pourra plus voter de budget de relance volontariste sans se voir sanctionné par les instances de l'Union européenne. Ainsi, ce traité rend impossible une autre politique que celle de l'austérité budgétaire qui ne fonctionne pas



Berlin, 29 septembre

et que je refuse de valider. C'est la spirale infernale de la récession et de l'explosion du chômage qui s'est engagée. L'urgence, c'est au contraire d'enrayer ce cercle vicieux et de relancer l'économie européenne. »

**Pascal Cherki, député de Paris :** « Lors du Conseil européen en juin dernier un compromis a été élaboré qui tient en ceci : on ne touche pas au traité tant dénoncé, on ne modifie pas le rôle de la BCE, on ne met pas en œuvre les euro bonds mais, en contrepartie, on fait un pas en avant vers l'union bancaire, on accepte un geste supplémentaire en direction de l'Espagne et de l'Italie, on accepte enfin le principe de la mise en œuvre d'une taxe sur les transactions financières et on établit un premier plan de relance européen destiné à soutenir l'affaiblissement de la croissance en dégageant 130 milliards environ d'euros. (...) Pour autant ce compromis pose problème. Il pose problème non pas en raison de la volonté politique de François Hollande qui n'est pas discutable mais en raison du caractère inchangé du TSCG qui représente un obstacle majeur vers le retour de la croissance en Europe. »



● dossier établi  
par **Gilles Alfonsi** et **Michèle Kiintz**

## Et si la règle des 3 % était fantaisiste ?

**N**on, ce n'est pas le titre de *Cerises* mais celui d'*Aujourd'hui le Parisien* du 29 septembre. En pages, on trouve celui-ci : "Le déficit structurel, un concept mystérieux", lisez dans l'esprit de l'article: infondé. Le groupe Hersant vire-t-il à gauche ? Ou ne faut-il pas penser à ce que veut dire "crise" ? La crise, c'est lorsqu'un système se heurte à ses propres contradictions à tel point que les seules solutions qui se présentent ne peuvent que l'aggraver. D'où des dissonances au PS, à EELV mais aussi chez des tenants du capitalisme.

De quoi s'agit-il plus précisément ? Les machines sont de plus en plus coûteuses et le renouvellement incessant des connaissances abrège leur durée de vie. Ce mouvement des connaissances exige des salariés une formation de plus en plus élevée, des études plus longues et renouvelées tout au long de leur vie. L'élévation culturelle des travailleurs, la nécessité de recourir à des caractéristiques acquises dans d'autres pratiques sociales rendent le travail tributaire des multiples dépenses sociales. Au regard des capitaux existant dans la société, les actionnaires trouvent les profits insuffisants. Ils se tournent de plus en plus vers la finance. 60 % des profits de PSA ne viennent pas de l'automobile mais d'opérations bancaires.

Cette impasse n'est pas qu'économique. Le travail devient de plus en plus social. Pour un même objet ou service, le nombre de métiers s'accroît, certains qui ne l'étaient pas deviennent salariés (médecins, avocats...), un sentiment de communauté peut en découler. De plus, pour mobiliser les énergies il faut organiser une autonomisation croissante des travailleurs. D'où un management qui fait appel à des opérations d'auto-exploitation. Là encore, contradiction : comment faire appel à l'auto-évaluation et ne pas favoriser le désir d'évaluation du patron ou de l'entreprise ? L'exploitation, à son insu, participe à nourrir une exigence nouvelle de démocratie.

**La crise,  
c'est lorsqu'un système  
se heurte  
à ses propres  
contradictions à tel point  
que les seules solutions  
qui se présentent  
ne peuvent  
que l'aggraver.**

Si les capitalistes tentent des solutions de type keynésien, ils aggravent ces contradictions et sont face à une menace d'explosion. Cherchant à s'en dégager, ils aggravent la désertification industrielle, la pauvreté, le délitement de la société et la colère. Cela ne veut pas dire que le système ne puisse pas continuer longtemps. Mais toujours en aggravant la crise. Ainsi des civilisations ont disparu. Conscients de cette contradiction, ils ont besoin, pour diviser et soumettre, de réactualiser toutes les discriminations, les peurs, d'offrir en pâture un ennemi. Ils tentent de mettre davantage la main sur l'État. D'où le remplacement sans élection de Berlusconi et de Papandréou directement par des financiers. L'entourage d'Obama vient de la banque Goldman Sachs, tout comme Draghi à la BCE.

En Europe, nous avons ce traité budgétaire qui n'est rien d'autre qu'un putsch sans armes. Il est donc vain de faire pression sur le PS au lieu d'affronter directement le capital.

Il est aussi vain de demander au système des aménagements. On ne peut que s'en dégager. Dimanche, Montebourg a rejeté l'idée de nationaliser Arcelor Mittal. Que le journaliste pose la question est déjà un signe. « *L'État n'est pas un bon actionnaire* », dit-il. Encore heureux, vu ce que sont les «bons» actionnaires ! On pourrait ré-

**Il est vain  
de demander au système  
des aménagements.  
On ne peut que  
s'en dégager.**

torquer que la SNCF, EDF ou Renault ont montré durant 40 ans que cela pouvait marcher. Mais qui parle d'État ? Effectivement l'étatisation n'est pas la solution.

L'appropriation par les salariés, les usagers avec leurs élus n'est-elle pas alors LA solution "anti-crise" ? "On n'est jamais si bien servi que par soi-même". Voilà le titre de *Cerises*.



● Pierre Zarka





**Cerise rouge.** Paris Europlace, représentant des marchés financiers français, tremblote face à un gouvernement qu'il n'a pas choisi. Son délégué général, Arnaud de Bresson, fait donc la danse du ventre auprès des pouvoirs publics. Dans son éditorial (newsletter Europlace – sept. 2012), il miaule : « *Les projets concernant la fiscalité des actions ne vont pas dans le bon sens* ». Très toutou dans sa niche fiscale, il demande « *le maintien de l'abattement de 40 % sur les dividendes* ». Caressant les banques et le CAC 40 dans le sens du poil, il déclare sa « *ferme opposition au projet de séparation des activités bancaires* » et redoute « *l'effet négatif de l'alignement de la fiscalité du capital sur la fiscalité du travail* ». Comme disait Elsa Triolet, les barrières n'ont que deux côtés.

**Cerise rose.** Face au ministre Arnaud Montebourg, le journaliste de France 2, Laurent Delahousse, a émis l'idée de nationaliser la sidérurgie et Arcelor Mittal. Laurent, un jour, ton destin sera d'être au Front de Gauche.

**Cerise croquante.** Ben Jo(h)nsen n'est pas qu'un sprinter dopé aux anabolisants courant après l'argent. C'était aussi un contemporain de Shakespeare et un auteur de pièces de théâtre. L'une d'elles, *Volpone*, est reprise au théâtre de la Madeleine à Paris, avec Roland Bertin (malicieux, en forme, 81 ans aux cerises !) et Nicolas Brianchon, qui signe une mise en scène drôle, grinçante, efficace. Volpone (ou le renard) a formé à l'art de la duperie son serviteur Mosca. Célibataire et sans héritier, il se fait passer pour mourant et fait miroiter à tous la perspective d'un fabuleux héritage. Bien que les promesses n'engagent que ceux qui y croient, avocat, homme d'affaires, banquier, marchand... rappliquent pour récupérer la manne. La cupidité, ce moteur des roublards et des roulés, habite tous les personnages. L'actionnaire de 2012 est comme le Volpone de 1606. Rien ne l'arrête lorsqu'il s'agit de rafler des dividendes ou d'accumuler le capital. Rien ? Si ! Le serviteur.

**Cerise noire.** 350 000 à 500 000 Manouches, Tsiganes ou Roms vivent en France. Or depuis 1912 (!) les personnes de plus de 16 ans ayant un mode de vie itinérant (dont les gens du voyage), doivent avoir un "carnet de circulation", créé à l'origine pour recenser les "sans domicile fixe" depuis plus de 6 mois. Il s'agit en réalité d'une sorte de "passeport intérieur", spécial et discriminatoire. Le document oblige chacune et chacun à pointer tous les trois mois dans un commissariat pour indiquer notamment sa commune de rattachement. Quand une loi mettra-t-elle fin à cet archaïsme ?

**Cerise acide.** « *L'Europe a besoin d'une validation populaire. Cette motion référendaire est une exigence démocratique. Parce que l'Europe le vaut bien. Parce que c'est le droit des Français* ». C'était du Jean-Marc Ayrault, défendant, le 6 février 2008, la nécessité de consulter le peuple sur la construction européenne, lors de l'adoption du Traité de Lisbonne. « *Que vous soyez pour ou contre ce traité, ne privez pas les Français d'un débat auquel ils ont droit. (...) Ce n'est pas une volonté de marquer des points contre le président et le gouvernement. C'est une volonté de respecter les Français.* » Nous sommes bien d'accord.

**Cerise mystère.** Que revendique, sur Canal+, le petit Louis ?



Louis de Gouyon Matignon, petit-fils de marquis, étudiant en droit, président de l'association Défense de la Culture Tsigane, demande l'abrogation du carnet de circulation pour les Manouches, les Tsiganes ou les Roms installés en France.



● Philippe Stierlin



# Apple pie

## The Muckrackers (les fouille merde)

C'est certainement dans les rangs du journalisme que l'on trouve aujourd'hui le meilleur de la gauche contestataire étatsunienne. *Mother Jones* vient d'en fournir de nouvelles preuves, accablantes pour Mitt Romney, le républicain qui déteste et méprise 99 % de ses concitoyens. Voir les vidéos sur le site [motherjones.com](http://motherjones.com).

Et d'ailleurs, ce nom, *Mother Jones*, est tout droit sorti des grandes pages du syndicalisme américain, des *Wobblies* de 1905 et du *Socialist Party* de 1913. Maman Jones donc, la grand-mère des agitateurs et des grévistes, née Mary Harris à Cork, en 1837, misérable petite Irlandaise chassée de son pays par la famine ; morte en 1930 et enterrée à Chicago auprès de mineurs grévistes assassinés (1).

*Mother Jones*, un bi-mensuel créé en 1977 qui tire à 240 000 exemplaires (pour 307 millions d'habitants !) et dont la blogosphère s'arrache les pages web depuis le 17 septembre dernier. C'est grâce à lui que l'on se souvient encore de Mary Jones, mais aussi des malfaçons de la Ford Pinto car *Mother Jones* pratique l'enquête journalistique pugnace et mordante, dénonciatrice, à l'image des *Muckrakers* de 1900 qui combattaient les trusts et leurs profits, dont Romney est le digne héritier.



### ● Marie-Agnès Combesque

(1) Maman Jones, Autobiographie, Maspero, 1977 pour la traduction française.

# Τυροπιτάκια

## Ils veulent obscurcir nos jours

À l'instar de la période coloniale en France, la "grande catastrophe" de 1924 est un événement cardinal pour le nationalisme grec : l'échange de population entre la Grèce et la Turquie a été dramatique pour les familles déracinées mais a aussi permis de rendre les "Hellènes" majoritaires dans le nord du pays. Une homogénéisation ethnique avant l'heure.

Cette vision d'un Nord rebelle à l'hellénité a servi maintes fois : pendant la guerre civile, les "Rouges" étaient dénommés "Bulgares" par les sbires royalistes.

Les militants de *Chryssi Avghi* (Aube dorée) dont les commandos et les défilés prennent modèle sur les Nazis veulent nettoyer le pays « *des étrangers, des rouges et des pédés* ». La menace extrémiste doit être prise au sérieux. « *Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde.* »



### ● Gilles Boitte

## [No] Man's Land



Pour qui est à Paris jusqu'au 11 octobre, à Épinay sur Seine jusqu'au 19 décembre (1), ou s'implique dans sa ville pour que soient proposées des créations de qualité, les oeuvres de Marie-Hélène Le Ny offrent plaisir visuel, matière à réflexion, diversité.

Cerises avait annoncé

"On ne naît pas femme, on le devient", série de portraits de femmes, accompagnés du texte qu'elles ont choisi ou écrit et disent (2),

"[No] Mans Land" décline une création/réflexion sur l'homme et son environnement. Les très belles photos aériennes de paysages – essentiellement urbains – sont encadrées de vignettes photographiques en relation avec le thème de la photo centrale. En liseret de cette dernière, une phrase choisie parmi des auteurs allant d'Aristote à Gilles Clément en passant par Montaigne et Goethe. Ces "montages" interrogent les constructions et destructions de la planète, « *le grand et vénérable ouvrage des hommes unissant leurs forces, le magnifique monument, non pas d'un maître, mais d'un peuple* » (Goethe *Journal*. Venise 29 septembre 1786) tout comme l'urbanisme tel que le conçoit le capitalisme, « *un système promis à la ruine tandis qu'un autre naît* » (Gilles Clément, "L'homme symbiotique").

À voir par celles et ceux pour qui la question des champs de domination/émancipation (2) est essentielle. Voir les Journées d'études de juin 2010, sur [www.communistesunitaires.net](http://www.communistesunitaires.net), puis, à paraître dans *Cerises*, un dossier sur la ville. Et à méditer le texte ci-après d'Aristote, dont est extrait l'une des citations de l'exposition de M.-H. Le Ny.



### ● Michèle Kiintz

#### La ville,

C'est d'abord les gens qui la composent,  
qui y naissent, y vivent, y meurent,  
y travaillent, s'y distraient, y souffrent.

Et plus que ces personnes,  
la ville est le lieu où elles vivent ensemble.

Plus que ces personnes,  
la ville est faite de leurs relations.

La ville,  
c'est là où il y a de l'autre,  
de l'autre qui vous reconnaît.

(1) [www.communistesunitaires.net](http://www.communistesunitaires.net), rubrique "Rencontres/À voir"

(2) [www.communistesunitaires.net](http://www.communistesunitaires.net), rubrique "Carte blanche"

# Ouvrir un autre horizon

## par un mouvement de la société

**Q**uel est l'élément politique majeur en cette rentrée ? Au vu des intentions et surtout des actes, on ne le trouvera pas dans les choix effectués jusqu'ici par le nouveau pouvoir. Celui-ci veut aujourd'hui, comme d'autres hier, faire admettre que l'austérité est le remède obligé des maux économiques et sociaux et, du même mouvement, masquer que l'austérité est l'élément premier de ces maux.

Pour le Front de gauche, il ne s'agit nullement de se frotter les mains tandis qu'est mise en œuvre une politique d'austérité «de gauche». Il s'agit, bien évidemment, de s'y opposer et d'obtenir des avancées utiles immédiatement au peuple. Mais nous devons nous rappeler que «la pression sur le PS» est une stratégie pratiquée depuis les années 70, quand le PC était à 22 % et le PS à 16 %. Cette pratique n'a, au fond, rien changé depuis quarante ans, sinon affaibli fortement et durablement la principale force politique de la gauche authentique qu'était le PC. L'essentiel des responsabilités du Front de gauche est ailleurs : il s'agit de faire grandir l'idée qu'une rupture avec les solutions du capitalisme est nécessaire, faute de quoi on continuera de courir du pire au pire, jusqu'aux abîmes.

Seule une alternative globale, issue d'un mouvement de la société, peut être capable de peser suffisamment pour bouleverser l'agenda et les stratégies politiques actuelles. La tâche première du Front de gauche est donc de travailler à dégager un autre horizon politique.

Pour cela et pour devenir une force solide et durable, le Front de gauche doit travailler à créer les conditions d'une participation active des citoyens, pour que les femmes et les hommes chez qui l'angoisse de l'avenir a remplacé l'espoir du lendemain, deviennent eux-mêmes des acteurs d'idées et d'arguments, des propagateurs d'idéal. Toutes les batailles des idéologues du capitalisme visent à les convaincre de leur incompétence politique, qu'ils n'ont pas à se mêler des affaires du pays et de son devenir. On veut à tout prix masquer que toutes les inégalités – économiques, sociales, sociétales... - proviennent, avant tout, de l'inégalité politique.

**Il ne peut y avoir de projet commun qu'élaboré ensemble, au cœur des différences. Co-inventer, co-construire, co-décider, c'est cela le faire ensemble.**

Pour nous, Front de gauche, qui disons « Place au peuple », « Prenez le pouvoir », qui évoquons la révolution citoyenne, il est grand temps de considérer la mobilisation populaire à la fois comme source et comme but de toute politique qui vise à l'émancipation humaine. La pratique politique qui consiste à «transmettre» aux gens plutôt qu'à construire avec eux est définitivement dépassée. La prise en compte des intelligences individuelles et collectives dont le peuple est porteur est le seul moyen de redonner

aux formes exsangues de la démocratie «délégataire», «représentative», ce sang neuf dont elle a un besoin urgent.

Il faut que le mouvement populaire cesse d'être pensé comme un «soutien» et non comme pouvant être l'acteur principal, à l'initiative pour poser la question de la rupture avec l'existant. Il ne peut y avoir de projet commun qu'élaboré ensemble, au cœur des différences. Co-inventer, co-construire, co-décider, c'est cela le faire ensemble, c'est le cœur de la citoyenneté.

Pour nous qui voulons révolutionner les pratiques politiques, ne devons-nous pas partager à égalité la responsabilité de la vie, des activités et des décisions du Front de gauche ? Ne devons-nous pas nous adresser aux syndicalistes, aux associatifs, à toutes celles et à tous ceux qui sont déjà avec nous ou peuvent nous rejoindre : « Prenez le pouvoir, et d'abord dans le Front de gauche ».

Tout nous appelle à ce que soit, sans retard, mis en débat, tant sur le fond que sur la forme, la nécessité de créer partout des comités citoyens du Front de gauche et que toutes et tous puissent adhérer directement. Si nous nous attelons à ces deux tâches, alors prendra corps en France «le front du peuple».



● **Pierre Goldberg**

Ancien député et maire de Montluçon (Allier).

# Vous savez quoi ?

## Billet éco-socialiste

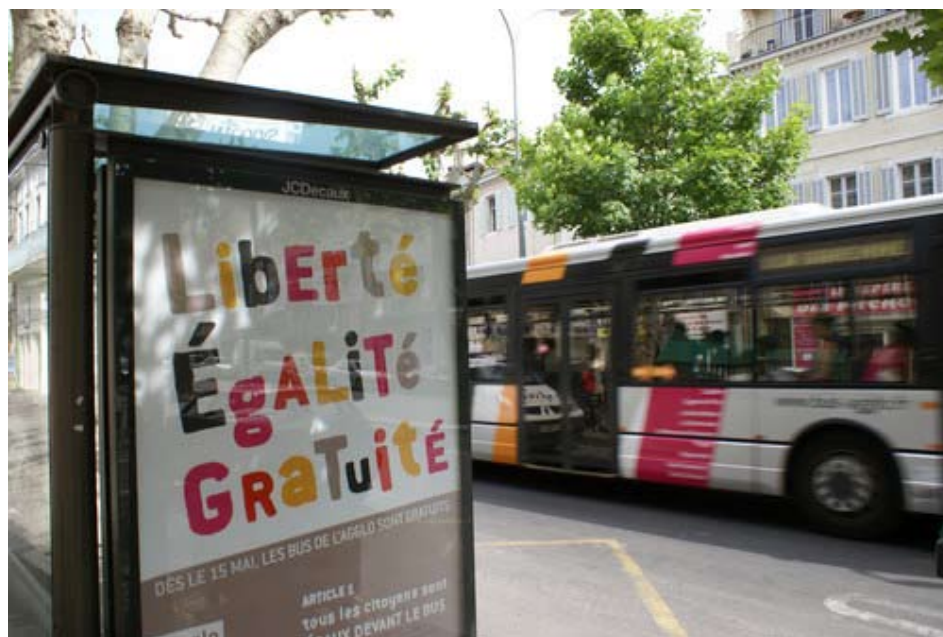
### Mobilité "liberté - égalité - gratuité"

La "semaine de la mobilité" est passée un peu inaperçue, c'est bien dommage car elle pourrait être l'occasion de débats citoyens. L'enjeu est fort car la mobilité fait partie des biens communs fondamentaux, **une liberté** de tout citoyen quand elle est choisie, une contrainte quand elle est imposée. Loin d'être **égalitaire**, elle est souvent longue et épuisante, et pourtant **lourde financièrement**.

En Île de France, les transports collectifs sont saturés, les voyageurs n'en peuvent plus de ces conditions qui, sur trop de lignes, se détériorent. A chaque rentrée, c'est l'épreuve, matin et soir : le train sera-t-il à l'heure, sera-t-il annulé, pourra-t-on y monter, sera-t-on encore debout pour voyager ?

La Région Île de France nous promet en 2013 un dézouage : pour les 6 zones, nous paierons le prix des zones 1 et 2. Une bonne chose ! Je n'ai jamais compris que, pour aller au travail ou à l'école, on doive encore payer : comment peut-on l'accepter ? Ainsi pour deux étudiants, par exemple, plus de 1330 euros pour aller à la FAC !

Dans mon village, une femme dit à son enfant : « *N'oublie pas la carte de famille nombreuse, elle peut être demandée dans ton bus* ». Le collégien, en cette rentrée a mille choses à penser et, un matin de la première semaine, contrôle dans le bus et pas de carte ! Une amende de 60 euros ! « *Chef, nous le tenons !* » Encore un courrier de protestation à faire et peut-être



Dans les rues d'Aubagne

une entrevue avec le maire, la mère de famille est outrée : il y a de quoi ! Comme beaucoup, je crois que, dans l'élan de la défaite de Sarkozy, il faudrait une autre victoire à enjeu social et écologique, une avancée pour passer de la défensive à l'offensive. Celle-ci est partielle, plus locale que nationale, mais répond à une innovation politique, **la gratuité des transports collectifs** sur toute une communauté de communes autour d'Aubagne (1). Pour nous raconter cette aventure de nos temps modernes, un livre vient de sortir. **Voyageurs sans ticket, LIBERTÉ- ÉGALITÉ - GRATUITÉ**, de Magali Giovannangeli et Jean-Louis Sagnet-Duvaurox. Une expérience concrète sociale-écologique, écrite à plusieurs mains. Avec toutes les questions : comment se dégager des contraintes financières que le marché veut imposer ? Comment batailler et gagner contre des idéologies qui formatent l'opinion ? On y lit que d'autres font aussi dans la gratuité (exemple : Transports en Moselle et Madon). Que la gratuité ne veut pas dire sans valeur. Qu'il faut bien nous armer et

faire force politique face au « bon sens » libéral et à sa traduction dans les lois, dans les traités européens, dans les injonctions de l'OMC, de la Banque mondiale et du FMI, car rien ne doit échapper aux lois des marchés, seules habilitées à légitimer la valeur des êtres, des choses et l'activité humaine. La gratuité, c'est blasphémer contre leur "règle d'or" : la concurrence libre et non faussée !

Du lien, de la vie, du bonheur simple mais capital ! Et depuis le début (2009) une augmentation de 170 % de la fréquentation des bus, avec en préparation un tramway flambant neuf, lui aussi gratuit !

### ● Gilles Monsillon

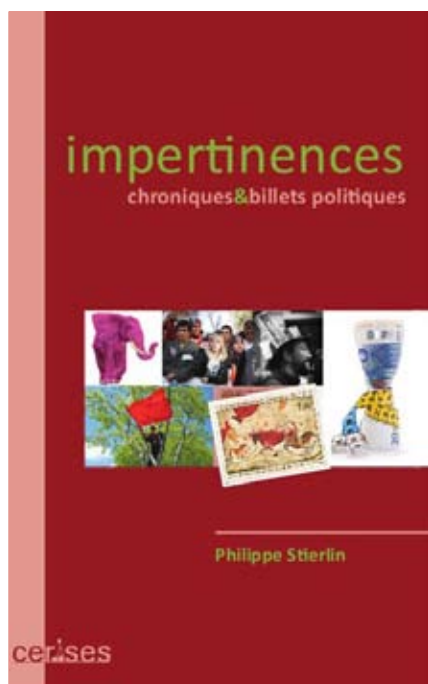


(1) Nous connaissons bien Aubagne, beaucoup de militants et d'élus s'y réclament de l'ACU, des Verts de gauche appartiennent à la majorité, la devise de la mairie : "Ce qui nous rapproche, nous mène loin".



**L'image de la semaine****Amère Palestine.**

Collage de Lucq Quinton réalisé à partir de métal rouillé, de papier et barbelé de l'ancien camp de Rivesaltes.



**L'autre petit livre rouge :**  
ou tous les "doigts dans le clafoutis" en un seul livre.

Collection *Cerises*  
sept. 2012 - 290 p. - 5 €  
ISBN 978-2-9542744-0-9

**- Bon de commande direct :**  
Philippe Stierlin  
24, rue des Lombards  
75004 Paris  
[philippe.stierlin@numericable.fr](mailto:philippe.stierlin@numericable.fr)

- Prix d'envoi (frais de port inclus) :  
un exemplaire : 6,5 €  
deux exemplaires : 13 €  
cinq exemplaires : 55 €  
chèques à l'ordre de Philippe Stierlin

**Retrouver *Cerises* sur nos différents sites, blogs et réseaux**

<https://www.facebook.com/cerisesenligne/> et @CerisesACU

<http://blogs.mediapart.fr/blog/communistes-unitaires/>



**MEDIAPART**



# regards

## En un clic, découvrez gratuitement Regards

Regards fait sa mue.

Le site internet vous donne des rendez-vous quotidiens et hebdo.

Découvrez-le.

A chaque changement de saison, le magazine.  
Rendez-vous en décembre.

Tous les mois, un e-mensuel vous proposera des analyses politiques, des selections de livres, des reportages, une selection du meilleur du web...

Découvrez le premier e-mensuel octobre 2012.

VERSION ÉLECTRONIQUE

VERSION IMPRIMABLE

**E-Mensuel Regards  
Octobre 2012**

**p.6 Lu sur regards.fr**

**p.10 Dossier**

**TSCG, fracture à gauche**

**Analyse de Roger Martelli**

**p.16 Médias**

**France Inter, écoutez la différence ?**

**p.17 Sélection essais**

**Martelli a lu Jacques Juillard**

**p.18 Analyse**

**Ça turbule à droite**

**p.26 Table ronde**

**avec Aguiton, Brossat, Coquerel, Martin**

**Front de gauche, La vie après les élections**

**Point de vue de Philippe Poutou**

**p.32 Reportage**

**Des mineurs Roms entre rue et refuge**

**p.36 Afrique du Sud**

**Le Cosatu dans le piège du pouvoir**

